

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	VII
REMERCIEMENTS POUR LA TROISIÈME ÉDITION.....	IX
REMERCIEMENTS POUR LA DEUXIÈME ÉDITION.....	XI
REMERCIEMENTS POUR LA PREMIÈRE ÉDITION.....	XIII
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
INTRODUCTION AU DROIT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS.....	5
1. Un aperçu des diverses formes juridiques d'entreprise.....	5
1.1 Entreprises non constituées en sociétés par actions.....	6
1.1.1 Entreprise individuelle.....	6
1.1.2 Société de personnes.....	7
1.1.2.1 Société en nom collectif.....	7
1.1.2.2 Société en nom collectif à responsabilité limitée.....	10
1.1.2.3 Société en commandite.....	15
1.1.2.4 Société en participation.....	17
1.1.3 Fiducie commerciale.....	17
1.2 Entreprises constituées en sociétés par actions.....	22
1.2.1 Les lois d'application générale et les lois spéciales.....	22
1.2.2 Sociétés par actions constituées à des fins professionnelles ...	24
2. Les principales caractéristiques de la société par actions comparativement à d'autres formes juridiques d'entreprise.....	25
2.1 Mode et formalités de constitution.....	25
2.2 Personnalité juridique distincte.....	26
2.3 Responsabilité limitée des membres.....	26
2.4 Immobilisation du capital.....	28
2.5 Nombre de personnes concernées.....	29
2.6 Direction et gestion de la société par actions.....	31
2.7 Financement.....	33
2.8 Existence perpétuelle.....	34

- 2.9 Incidences fiscales 34
- 2.10 Cession des actions ou des actifs 35
- 3. Principaux jalons historiques du droit canadien des sociétés par actions du xix^e siècle à nos jours 37
 - 3.1 Un plus grand accès au xix^e siècle à la procédure de constitution d'une société par actions 37
 - 3.2 La réforme des années 70: l'influence marquante du modèle fédéral sur le droit canadien des sociétés par actions 42
 - 3.3 Un regard particulier sur la législation québécoise 47
 - 3.4 L'envahissement du droit des valeurs mobilières 51
- 4. Difficultés d'interprétation d'un droit d'inspiration anglo-américaine dans un système juridique de tradition civiliste 57
- 5. La méthode de l'analyse économique du droit 66
 - 5.1 La perspective de l'analyse économique 69
 - 5.1.1 Le modèle du choix rationnel 69
 - 5.1.2 L'échange et la répartition des ressources 72
 - 5.2 Les deux formes d'analyse économique du droit 74
 - 5.2.1 L'analyse économique descriptive 74
 - 5.2.2 L'analyse économique normative 76
 - 5.3 La société par actions analysée comme un réseau de contrats 78
 - 5.3.1 Présentation 78
 - 5.3.2 La théorie du réseau de contrats et la primauté actionnariale 81
 - 5.3.3 Critique de la primauté actionnariale: la théorie des parties prenantes 84
 - 5.4 L'incidence de la théorie du réseau de contrats sur le rôle du droit des sociétés par actions 88
 - 5.4.1 Les dispositions supplétives 89
 - 5.4.2 Les dispositions habilitantes 90
 - 5.4.3 Les dispositions impératives 92
 - 5.4.3.1 Les asymétries de pouvoir 94
 - 5.4.3.2 Les asymétries informationnelles 97
 - 5.4.3.3 Les effets externes négatifs 98

CHAPITRE II

LE PRINCIPE DE LA PERSONNALITÉ MORALE ET LES EXCEPTIONS

- À L'IMMUNITÉ DES ACTIONNAIRES 101
- 1. Le principe de la personnalité juridique distincte de la société par actions et l'immunité des actionnaires 101
- 2. Le principe de l'immunité des actionnaires sous l'angle de l'analyse économique du droit 105

2.1 L'immunité des actionnaires facilite la diversification des investissements.....	106
2.2 L'immunité des actionnaires augmente la liquidité des investissements.....	109
2.3 L'immunité des actionnaires diminue les coûts de surveillance des actionnaires	111
3. Les exceptions au principe de la personnalité juridique distincte: le soulèvement du voile corporatif	112
3.1 La nature juridique du soulèvement du voile corporatif.....	114
3.2 Une vue d'ensemble des motifs de soulèvement du voile corporatif en vertu du Code civil du Québec	116
3.2.1 La manipulation de la personne morale et la notion d' <i>alter ego</i>	118
3.2.2 L'utilisation de la personne morale pour commettre une fraude, un abus de droit ou une dérogation à l'ordre public.....	125
3.2.2.1 Fraude	126
3.2.2.2 Abus de droit.....	131
3.2.2.3 Dérogation à une règle d'ordre public	137
3.3 La levée du voile corporatif: perspectives de la théorie économique	140

CHAPITRE III

CONSTITUTION ET ORGANISATION D'UNE SOCIÉTÉ PAR ACTIONS.....	147
1. Le choix de la loi constitutive	147
2. Le débat sur la concurrence réglementaire	151
3. Le processus de constitution et l'organisation de la société par actions .	158
3.1 L'acte constitutif de base: les statuts de constitution	158
3.1.1 Dénomination sociale	159
3.1.2 Siège social	161
3.1.3 Description du capital-actions.....	162
3.1.4 Restrictions à la libre cession des titres.....	162
3.1.5 Nombre et critères d'éligibilité des administrateurs.....	164
3.1.6 Autres dispositions	166
3.2 Transmission des documents constitutifs, immatriculation et paiement des droits	167
3.3 Règlement intérieur et résolutions d'organisation.....	169
3.4 Conventions entre actionnaires	172
3.5 Livres et registres.....	173
4. Les contrats préalables à la constitution d'une société par actions	175
5. La représentation de la société par actions auprès des tiers.....	182

5.1 Un aperçu des principes de common law.....	185
5.1.1 Les doctrines de l' <i>ultra vires</i> et de la légalité des pouvoirs en common law	186
5.1.2 Les règles de la connaissance présumée (<i>constructive notice</i>) et de la régie interne (<i>indoor management rule</i>)	192
5.2 La législation particulière et la protection des tiers de bonne foi dans les rapports externes de la société par actions.....	195
5.2.1 La protection des tiers en vertu de la législation québécoise particulière.....	196
5.2.2 La protection des tiers en vertu de la législation canadienne.	199
5.3 La relation de mandat régie par le droit commun	201
5.3.1 Les pouvoirs explicites et implicites.....	203
5.3.1.1 Pouvoirs explicites.....	203
5.3.1.2 Pouvoirs implicites	205
5.3.2 La ratification des actes non autorisés.....	207
5.3.3 Le mandat apparent.....	208
 CHAPITRE IV	
LE FINANCEMENT DE LA SOCIÉTÉ PAR ACTIONS.....	213
1. Les principales sources de financement d'une entreprise.....	214
2. Capital-emprunt et capital-actions: des relations juridiques différentes	221
3. Quelques notions élémentaires de comptabilité	227
4. Le capital-actions	234
4.1 Composition du capital-actions.....	234
4.2 Notions: « capital autorisé », « capital émis et payé » et « capital déclaré ».....	236
4.3 Les actions avec valeur nominale ou sans valeur nominale.....	238
4.4 La création de catégories d'actions	240
5. Les droits et les restrictions rattachés aux actions.....	244
5.1 Le droit de vote.....	244
5.2 Le droit au partage des dividendes.....	248
5.2.1 La discrétion du conseil d'administration et ses limites.....	248
5.2.2 La nature juridique du dividende	252
5.2.3 Les variations du droit au dividende	253
5.2.3.1 Le droit à un dividende préférentiel	253
5.2.3.2 Le droit à un dividende cumulatif ou non cumulatif	254
5.2.3.3 Un droit restreint ou une participation supplémentaire dans le partage d'un dividende.....	255
5.3 Le droit de partager le reliquat des biens.....	257

5.4 L'acquisition des actions.....	258
5.5 Le droit d'échange.....	263
5.6 Le droit de préemption.....	265
6. Le transfert des valeurs mobilières.....	267

CHAPITRE V

LA GOUVERNANCE DE LA SOCIÉTÉ PAR ACTIONS.....	275
1. Gouvernance d'entreprise: concepts fondamentaux et enjeux.....	276
1.1 Typologie des problèmes de gouvernance des sociétés par actions.....	276
1.1.1 L'opportunisme des dirigeants dans les sociétés à actionnariat dispersé.....	277
1.1.2 L'opportunisme des actionnaires dominants dans les sociétés à actionnariat concentré.....	281
1.1.3 L'opportunisme des actionnaires vis-à-vis des autres parties prenantes.....	284
1.2 Instruments de gouvernance: l'interaction des mécanismes marchands et juridiques.....	285
1.2.1 Instruments externes de gouvernance.....	286
1.2.1.1 Marché des biens et services.....	286
1.2.1.2 Marché du travail.....	287
1.2.1.3 Marché financier.....	288
1.2.1.4 Environnement juridique: normes de conduite.....	290
1.2.2 Instruments internes de gouvernance.....	292
1.2.2.1 Droit de vote des actionnaires et structure de l'actionnariat.....	292
1.2.2.2 Conseil d'administration.....	296
1.3 Scandales financiers et gouvernance d'entreprise: une vue d'ensemble des initiatives de réforme.....	302
2. Les règles régissant l'organisation de la gestion.....	307
2.1 La composition du conseil d'administration.....	309
2.1.1 Les conditions d'éligibilité au poste d'administrateur.....	309
2.1.2 L'indépendance des administrateurs.....	311
2.1.3 La diversité.....	320
2.1.3.1 Les enjeux.....	320
2.1.3.2 Les initiatives réglementaires.....	324
2.1.4 L'élection des administrateurs.....	327
2.1.5 Démission et destitution.....	329
2.2 La structure et le fonctionnement du conseil d'administration.....	332
2.2.1 Les pouvoirs des administrateurs.....	332
2.2.2 Le déroulement des réunions du conseil d'administration....	335

2.2.3 Séparation des postes de président du conseil et de chef de la direction	337
2.3 La délégation de pouvoirs du conseil d'administration.....	339
2.3.1 Principes généraux	339
2.3.2 Les comités du conseil d'administration.....	340
2.3.3 Les dirigeants	345
2.4 La rémunération des administrateurs et des dirigeants.....	346
2.4.1 Modes de rémunération.....	346
2.4.2 Encadrement des décisions des administrateurs en matière de rémunération	349
2.4.3 Contrôle judiciaire de la rémunération excessive	352
2.5 Indemnisation et assurances	352

CHAPITRE VI

DEVOIRS ET RESPONSABILITÉS DES ADMINISTRATEURS	359
1. Les devoirs généraux des administrateurs et dirigeants.....	360
1.1 La loyauté et l'honnêteté.....	360
1.1.1 L'obligation d'agir avec loyauté dans l'intérêt de la société....	360
1.1.1.1 La conception classique de l'intérêt de la société: la primauté des actionnaires.....	361
1.1.1.2 La place des parties prenantes dans l'interprétation du devoir de loyauté.....	367
1.1.2 L'obligation de respecter la finalité des pouvoirs	373
1.1.3 Le devoir d'indépendance : le cas particulier de l'administrateur désigné.....	375
1.1.4 Les conflits d'intérêts.....	379
1.1.5 L'appropriation de biens, d'informations ou d'occasions d'affaires	383
1.1.6 L'obligation de confidentialité	393
1.1.7 L'obligation de renseigner la société	395
1.1.8 Les contrats et les opérations avec la société	400
1.1.8.1 Le régime de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i>	402
1.1.8.2 Le régime de la <i>Loi sur les sociétés par actions du Québec</i>	408
2. Le devoir de prudence et diligence.....	411
2.1 La norme de conduite de référence.....	412
2.1.1 La norme de la personne raisonnable	412
2.1.2 L'impact des éléments contextuels.....	417
2.2 Deux piliers du devoir de prudence et diligence	422
2.2.1 L'obligation de se renseigner	422

2.2.2 L'obligation de surveillance.....	427
3. Mécanismes d'exonération.....	435
3.1 Présomption de conduite prudente et diligente.....	436
3.2 Règle de l'appréciation commerciale.....	438
4. La responsabilité civile des administrateurs et des dirigeants.....	450
4.1 La responsabilité contractuelle.....	450
4.2 La responsabilité extracontractuelle.....	451
4.2.1 Les cocontractants de la société.....	451
4.2.2 Les tiers.....	457
4.3 Les régimes statutaires de responsabilité civile.....	461

CHAPITRE VII

LA PARTICIPATION DES ACTIONNAIRES AU PROCESSUS DÉCISIONNEL.....	465
Introduction.....	465
1. Le cadre d'exercice des pouvoirs des actionnaires.....	466
1.1 L'assemblée annuelle.....	466
1.2 Les assemblées extraordinaires.....	468
1.3 La convocation des actionnaires aux assemblées.....	468
1.3.1 Le pouvoir de convocation.....	468
1.3.2 L'avis de convocation.....	470
1.4 La procédure lors des assemblées.....	473
1.5 La prise de décision lors de l'assemblée: la résolution et le vote par catégorie.....	477
1.6 Le formulaire de procuration et la circulaire d'information.....	479
1.7 Le mécanisme des propositions soumises par les actionnaires.....	488
2. Les pouvoirs d'intervention et de surveillance des actionnaires.....	500
2.1 L'élection et la destitution des administrateurs.....	500
2.2 L'information financière.....	504
2.2.1 Les états financiers.....	504
2.2.2 Le vérificateur.....	506
2.2.2.1 Rôle et nomination du vérificateur.....	506
2.2.2.2 L'indépendance du vérificateur.....	508
2.2.2.3 La nature et l'étendue de la vérification.....	512
2.3 L'approbation des décisions importantes.....	514
2.3.1 Le règlement intérieur.....	514
2.3.2 Les modifications des statuts.....	515
2.3.3 La fusion.....	518
2.3.3.1 Les conditions générales.....	518
2.3.3.2 La fusion ordinaire.....	520
2.3.3.3 Fusion simplifiée.....	522
2.3.3.4 Les effets de la fusion.....	523

- 2.3.4 L'aliénation affectant la poursuite d'activités substantielles... 524
 - 2.3.4.1 La nécessité de l'approbation selon la LCSA..... 524
 - 2.3.4.2 La nécessité de l'approbation selon la LSAQ..... 529
 - 2.3.4.3 La procédure d'approbation 530
- 2.4 La procédure d'arrangement..... 531
- 2.5 La dissolution et la liquidation..... 543
 - 2.5.1 La dissolution..... 544
 - 2.5.2 La dissolution avec liquidation 547

CHAPITRE VIII

L'ENVIRONNEMENT JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS À CAPITAL FERMÉ 551

- 1. Caractéristiques de la société à capital fermé 552
- 2. Un régime juridique adapté à la société à capital fermé 560
 - 2.1 Distinctions légales entre les types de sociétés 561
 - 2.2 Approche fondée sur le consensualisme et la souplesse..... 564
- 3. Aménagements contractuels entre les actionnaires : commentaires généraux 567
- 4. Dérogations au modèle traditionnel de gouvernance : la convention unanime des actionnaires 571
 - 4.1 Les objets de la convention unanime des actionnaires relative à l'administration 574
 - 4.2 Le statut particulier de la convention unanime des actionnaires..... 576
 - 4.2.1 Nature hybride de la convention unanime..... 576
 - 4.2.2 Difficultés d'interprétation des termes « convention unanime des actionnaires » 578
 - 4.2.2.1 Interprétation restrictive..... 580
 - 4.2.2.2 Interprétation élargie 582
 - 4.3 Les personnes visées par la convention unanime des actionnaires 588
 - 4.4 Obligations et responsabilités 590
 - 4.5 Opposabilité et publicité de la convention unanime des actionnaires 595
- 5. Conventions relatives au droit de vote par l'actionnaire 598
 - 5.1 Commentaires généraux..... 599
 - 5.2 Clauses d'unanimité et de majorités spéciales..... 601
 - 5.3 Les ententes sur l'exercice du droit de vote..... 602
- 6. Les clauses relatives à l'acquisition et à la cession des actions de la société..... 605
- 7. Les clauses relatives au règlement des différends 611

CHAPITRE IX

LES RECOURS EN MATIÈRE CIVILE	619
1. La raison d'être des actions en justice en matière civile.....	627
1.1 La fonction réparatrice.....	628
1.2 La fonction préventive.....	630
1.2.1 La fonction dissuasive ou incitative.....	630
1.2.2 La fonction pédagogique.....	634
1.3 Remise en question de l'utilité des actions en justice.....	637
2. Le droit commun et les principes traditionnels de retenue judiciaire	643
3. Un regard spécifique sur le droit commun québécois	649
4. Un régime de protection accrue dans la législation canadienne et québécoise	654
4.1 Qualité pour intenter une action en justice.....	655
4.2 Minimisation de la règle de la majorité.....	657
4.3 Des actions en justice larges et souples.....	658
4.4 Discretion dans le choix des ordonnances.....	659
4.5 Des limites à l'accès aux actions en justice	661
5. L'action au nom de la société ou « action oblique ».....	663
5.1 Exigence d'une autorisation préalable du tribunal	664
5.2 Discretion du tribunal dans les choix d'une ordonnance.....	677
6. Demande de redressement en cas d'abus de pouvoir ou d'iniquité.....	679
6.1 Sources d'inspiration	680
6.2 La rationalité économique du redressement en cas d'abus	682
6.3 Objectifs et principes d'interprétation d'une action en justice fondée sur l'équité.....	697
6.3.1 Les fonctions dérogatoire et supplétive de l'équité.....	697
6.3.2 Interprétation large du redressement en cas d'abus	699
6.4 Les conditions d'ouverture du redressement	701
6.4.1 Les deux étapes du cadre d'analyse.....	702
6.4.1.1 La preuve d'une attente raisonnable selon une approche contextuelle et objective.....	703
6.4.1.2 La preuve d'un abus de pouvoir ou d'un comportement injustement préjudiciable.....	721
6.4.2 Exemples jurisprudentiels d'ouverture au redressement en cas d'abus	727
6.5 La discretion dans le choix d'une ordonnance.....	741
6.5.1 Principes généraux	741
6.5.2 Une mesure réparatrice et non punitive.....	743
6.5.3 L'indemnisation et la responsabilité personnelle des administrateurs	745

6.5.4 Des ordonnances de nature injonctive	747
6.5.5 Réaménagement des relations entre les parties.....	749
7. Les autres types d'actions en justice.....	753
7.1 La demande d'enquête.....	753
7.2 L'ordonnance en cas d'inobservation des règles ou d'une convention unanime des actionnaires.....	756
7.3 La rectification des livres	757
7.4 Les interventions relatives aux assemblées et la contestation d'une élection ou d'une nomination.....	757
7.5 Les interventions judiciaires en cas de changements importants....	758
7.6 La demande de dissolution et de liquidation judiciaire.....	759
7.6.1 Conditions d'ouverture.....	759
7.6.2 La discrétion du tribunal dans le choix d'une ordonnance....	766

CHAPITRE X

LES MODES DE PRÉVENTION ET DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS.....	769
1. Justice étatique et justice participative	769
2. La négociation	778
3. La médiation	789
3.1 Le processus de médiation.....	790
3.2 La conférence de règlement à l'amiable.....	795
4. L'arbitrage.....	797
5. Les méthodes hybrides de résolution des conflits	807
 TABLE DE LA JURISPRUDENCE	 809
 TABLE DE LA LÉGISLATION	 847
 BIBLIOGRAPHIE	 885
 INDEX	 943